



CONSEIL D'ÉTAT
section de législation

RAAD VAN STATE
afdeling Wetgeving

avis 67.799/2/V
du 28 août 2020

advies 67.799/2/V
van 28 augustus 2020

sur

over

un projet d'arrêté du
Gouvernement de la Région de
Bruxelles-Capitale 'portant
modification de l'arrêté du
Gouvernement de la Région de
Bruxelles-Capitale du
21 mars 2018 portant le statut
administratif et pécuniaire des
agents des organismes d'intérêt
public de la Région de
Bruxelles-Capitale'

een ontwerp van besluit van de
Brusselse Hoofdstedelijke
Regering 'houdende wijziging
van het Besluit van de
Brusselse Hoofdstedelijke
Regering van 21 maart 2018
houdende het administratief
statuut en de
bezoldigingsregeling van de
ambtenaren van de instellingen
van openbaar nut van het
Brussels Hoofdstedelijk
Gewest'

Le 15 juillet 2020, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par le Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé des Finances, du Budget, de la Fonction publique, de la Promotion du Multilinguisme et de l'Image de Bruxelles à communiquer un avis, dans un délai de trente jours prorogé de plein droit * jusqu'au 31 août 2020, sur un projet d'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale 'portant modification de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 21 mars 2018 portant le statut administratif et pécuniaire des agents des organismes d'intérêt public de la Région de Bruxelles-Capitale'.

Le projet a été examiné par la deuxième chambre des vacations le 28 août 2020. La chambre était composée de Pierre VANDERNOOT, président de chambre, Patrick RONVAUX et Christine HOREVOETS, conseillers d'État, Sébastien VAN DROOGHENBROECK, assesseur, et Charles-Henri VAN HOVE, greffier assumé.

Le rapport a été rédigé par Stéphane TELLIER, auditeur.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de Pierre VANDERNOOT.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 28 août 2020.

*

Op 15 juli 2020 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Financiën, Begroting, Openbaar Ambt, de Promotie van Meertaligheid en van het Imago van Brussel verzocht binnen een termijn van dertig dagen van rechtswege* verlengd tot 31 augustus 2020 een advies te verstrekken over een ontwerp van besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering 'houdende wijziging van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 21 maart 2018 houdende het administratief statuut en de bezoldigingsregeling van de ambtenaren van de instellingen van openbaar nut van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest'.

Het ontwerp is door de tweede vakantiekamer onderzocht op 28 augustus 2020. De kamer was samengesteld uit Pierre VANDERNOOT, kamervoorzitter, Patrick RONVAUX en Christine HOREVOETS, staatsraden, Sébastien VAN DROOGHENBROECK, assessor, en Charles-Henri VAN HOVE, toegevoegd griffier.

Het verslag is opgesteld door Stéphane TELLIER, auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Pierre VANDERNOOT.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 28 augustus 2020.

*

* Ce délai résulte de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, *in fine*, des lois 'sur le Conseil d'État', coordonnées le 12 janvier 1973 qui précise que ce délai est prolongé de plein droit de quinze jours lorsqu'il prend cours du 15 juillet au 31 juillet ou lorsqu'il expire entre le 15 juillet et le 15 août.

* Deze verlenging vloeit voort uit artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, *in fine*, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, waarin wordt bepaald dat deze termijn van rechtswege verlengd wordt met vijftien dagen wanneer hij begint te lopen tussen 15 juli en 31 juli of wanneer hij verstrijkt tussen 15 juli en 15 augustus.

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois 'sur le Conseil d'État', coordonnées le 12 janvier 1973, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations suivantes.

OBSERVATION PRÉALABLE

La note au Gouvernement indique que le projet contient essentiellement des modifications de forme de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 21 mars 2018 'portant le statut administratif et pécuniaire des agents des organismes d'intérêt public de la Région Bruxelles-Capitale' (ci-après : le statut OIP).

Or, il apparaît que le projet implique des modifications qui ne sont pas que de pure forme ¹.

Le projet sera utilement accompagné d'un rapport au Gouvernement décrivant de manière précise les modifications envisagées ainsi que d'un commentaire des articles, à tout le moins de ceux qui n'apportent pas que des modifications purement formelles au statut OIP.

EXAMEN DU PROJET

PRÉAMBULE

1. Dans la version française de l'alinéa 1^{er}, les mots « gewijzigd door de wet van 24 december 2002 » seront remplacés par les mots « modifiée par la loi du 24 décembre 2002 ».
2. À l'alinéa 5, l'intitulé actuel de l'ordonnance du 26 juin 2003 sera indiqué, soit « portant création d'Innoviris ».
3. À l'alinéa 7, l'intitulé actuel de l'ordonnance du 28 mai 2015 sera indiqué, soit « créant un organisme d'intérêt public centralisant la gestion de la politique de prévention et de sécurité en Région de Bruxelles-Capitale et créant l'École régionale des métiers de la sécurité, de la prévention et du secours – Brusafe ».
4. L'alinéa 11 indiquera la date à laquelle le test d'égalité des chances a été réalisé.

¹ À titre d'exemple, l'article 2 sur le calcul des délais.

5. Le préambule sera complété par les visas relatifs aux avis des organismes d'intérêt public de classe B au sens de l'article 1^{er} de la loi du 16 mars 1954 'relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public', soit les avis du comité de gestion d'Actiris, du conseil d'administration de la Société du Logement de la Région bruxelloise et du comité de gestion de la Société régionale du Port de Bruxelles.

6. L'alinéa 14 relatif à l'avis du Conseil d'État sera rédigé comme suit :

« Vu l'avis n° 67.799/2/V du Conseil d'État, donné le 28 août 2020, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973 ; »².

DISPOSITIF

Article 1^{er}

Dans la version française, il y a lieu d'écrire « paragraphes ».

Article 2

1. L'article 2/1, § 1^{er}, en projet, contient les dispositions permettant de déterminer « la prise de connaissance d'une pièce ».

Or, plusieurs dispositions du statut OIP utilisent les mots « notification » ou « notifiées ».

Interrogé sur la question de savoir si ces deux notions avaient la même portée ou, en d'autres termes, quel sens il convient de donner au mot « notifier » au regard de la définition donnée à la notion de « prise de connaissance », le délégué du Ministre a indiqué ce qui suit :

« La 'notification' (ou l'utilisation du verbe 'notifier') est équivalente à la prise de connaissance d'une pièce. Nous allons alors préciser dans ce nouvel article 2/1, § 1^{er} qu'il s'agit de la prise de connaissance ou de la notification. Nous supprimerons par ailleurs la possibilité de 'l'envoi par lettre normale' ».

Le projet sera adapté en ce sens.

2. Dans la version française de l'article 2/1, § 1^{er}, en projet, les mots « par l'envoi » seront chaque fois remplacés par les mots « en un envoi ».

² *Principes de technique législative - Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, www.raadvst-consetat.be, onglet « Technique législative », recommandation n° 36.1 et formule F 3-5-2.

3. L'article 2/1, § 2, alinéa 1^{er}, troisième tiret, en projet, prévoit que, lorsque la prise de connaissance consiste en un envoi par lettre recommandée avec accusé de réception, le délai est calculé « à partir du premier jour qui suit le jour de la réception du pli et ce jour est compris dans le délai ».

Interpellé sur cette formulation, qui peut être interprétée en ce sens que le jour de la réception du pli est compris dans le délai, le délégué du Ministre a indiqué que l'intention de l'auteur du projet était que « le délai débute le 1^{er} jour qui suit le jour de la réception du pli ».

Afin de mieux traduire cette intention, le mot « premier » sera inséré dans la disposition en projet, avant les mots « jour est compris dans le délai ».

4. À l'article 2/1, § 2, alinéa 3, en projet, il est question de « jours calendriers ».

Cette dernière notion ne recevant aucune qualification juridique précise, il y a lieu d'omettre le mot « calendriers »³.

5. À l'article 2/1, § 2, alinéa 6, en projet, de manière analogue à ce que prévoit l'article 2, § 2, première phrase, du statut OIP, abrogé par l'article 1^{er} du projet, le début de la première phrase sera clarifié, si telle est l'intention, en faisant précéder les mots « l'envoi suivant une procédure électronique » par les mots « Lorsque le présent arrêté prévoit un envoi par lettre recommandée avec ou sans accusé de réception, »⁴.

Article 3

Aux termes de l'article 34, alinéa 2, de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles Capitale du 21 mars 2018 'portant le statut administratif et pécuniaire des agents des services publics régionaux de Bruxelles', rendu applicable aux agents des OIP bruxelloises par l'article 27 du statut OIP, en cas de recrutement,

« SELOR organise les sélections et joue un rôle déterminant dans leur déroulement ».

Il en résulte que le président de la commission de sélection comparative dont il est question à l'article 32, alinéa 3, en projet doit être un délégué de SELOR.

Cette précision figurera utilement dans le texte en projet.

³ Voir en ce sens l'avis n° 62.722/4 donné le 12 février 2018 sur un projet devenu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 21 mars 2018 'portant le statut administratif et pécuniaire des agents des services publics régionaux de Bruxelles' (<http://www.raadvst-consetat.be/dbx/avis/62722.pdf>).

⁴ Il est tenu compte du fait que, selon l'explication fournie par le délégué du Ministre reproduite ci-dessus dans l'observation n° 1, la possibilité de l'envoi par lettre normale pour attester d'une prise de connaissance ou d'une notification sera omise.

Article 6

L'article 57 du statut OIP n'envisage pas la possibilité d'« une seconde prolongation du stage », l'alinéa 3 de cette disposition précisant même que la prolongation du stage, qualifiée d'unique, « n'est pas renouvelable ».

L'article 6 est donc dépourvu d'objet et sera omis.

Article 8

Dans la version française de l'article 8, il y a lieu d'écrire que les mots « Le Ministre » sont remplacés par les mots « L'autorité investie du pouvoir de nomination ».

Article 9

Dans la version française de l'article 9, il y a lieu d'écrire que les mots « du ministre fonctionnellement compétent » sont remplacés par les mots « de l'autorité investie du pouvoir de nomination ».

Article 14

La question se pose de savoir si le renvoi fait par la fin de l'article 115, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 3^o, en projet à l'article 34 est précisé par la mention du paragraphe 2 de cette dernière disposition.

Il semble que la référence à « l'article 34 » suffit.

Article 16

De l'accord du délégué du Ministre, à l'article 132, alinéa 2, en projet, la précision apportée par la dernière phrase n'apparaît pas utile au vu de la formulation de l'article 2/1, en projet, du statut OIP, et sera omise.

Article 25

Plutôt que de remplacer l'entière de l'article 220, § 2, du statut OIP, mieux vaut y insérer le nouvel alinéa 3 envisagé, qui constitue la seule modification de cette disposition.

Article 26

Invité à justifier l'ajout de deux phrases⁵ à l'article 234, alinéa 1^{er}, du statut OIP, au regard de l'article 227 de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 24 août 2017 'portant le statut administratif et pécuniaire des agents du personnel opérationnel du Service d'Incendie et d'Aide médicale urgente' (statut SIAMU)', le délégué a indiqué ce qui suit :

« Cela concerne le personnel administratif. Étant donné les spécificités de la fonction d'opérateur de la centrale d'urgence et la particularité des horaires et de la rémunération des membres du personnel effectuant des gardes au SIAMU (en 12 ou 24 h), un régime distinct en matière de contrôle médical que celui fixé par l'AM du 20/06/2016 est nécessaire, notamment à l'égard de la possibilité prévue à l'article 7 de cet arrêté.

Pour le personnel opérationnel du SIAMU, cela a en effet été résolu par l'insertion d'une disposition dans le statut opérationnel (AGRBC du 24 août 2017) à l'article 227 qui prévoit [...].

Il conviendrait, pour rencontrer la volonté du Gouvernement et du SIAMU de ne pas empêcher le bon fonctionnement des services dans lesquels du personnel administratif effectue des gardes (en 12 h ou 24 h), et plus particulièrement les opérateurs de la centrale d'urgence qui sont soumis à l'AGRBC 'statut OIP' du 21 mars 2018, en ajoutant une disposition similaire à celle prévue dans l'AGRBC 'statut opérationnel SIAMU' du 24 août 2017 ».

Le délégué a en outre justifié cette disposition au regard du principe d'égalité et de non-discrimination par rapport aux autres agents statutaires soumis au statut OIP par le fait qu'

« [i]l s'agit d'une fonction particulière qui est exercée par du personnel administratif en tant qu'opérateur de la centrale d'urgence qui peut effectuer des gardes 1 (en 12 h ou 24 h) ».

Ces éléments de réponse figureront utilement dans le rapport au Gouvernement.

Article 27

Dans la version française de l'article 254, 1°, a), en projet, les mots « 2 jour » seront remplacés par les mots « 2 jours ».

⁵ Dans la phrase introductive de l'article 26 du projet, il y a lieu d'écrire « est complété par les phrases suivantes ».

Article 30

Dans la version française de l'article 301, alinéa 2, en projet, il y a lieu d'écrire « introduisant le recours ».

Article 36

1. La phrase introductive sera complétée par les mots « 5, contenant les articles 364/1 à 364/6, libellés comme suit ».

2. À l'article 364/2, première phrase, en projet, dès lors que l'allocation forfaitaire de cinq heures constitue l'allocation forfaitaire en compensation pour prestation de nuit, du samedi et du dimanche, les mots « la nuit, le samedi et le dimanche » seront insérés entre les mots « Chaque garde de 12 heures effectivement prestée » et les mots « donne droit à une allocation forfaitaire ».

Article 37

Dès lors que les articles 365 et 366 du statut OIP figurent respectivement dans des sections 1 et 2 du chapitre IV du livre II, titre II, de ce texte, il convient de consacrer une section 3 à l'article 366/1 en projet.

Article 41

La question se pose de savoir pourquoi l'article 443 du statut OIP est abrogé par l'article 41, alors que le projet ne modifie pas l'article 446, alinéa 1^{er}, du même texte, auquel il renvoie.

Le rapport au Gouvernement fournira les explications utiles à ce sujet.

Article 45

À l'article 489/1 en projet :

– le sigle « § 2. » sera omis ;

– aux alinéas 1^{er} et 2, les mots « d'échelle » seront chaque fois insérés après les mots « d'ancienneté » ;

– à la fin de la version néerlandaise des alinéas 1^{er} et 2, il y a lieu de remplacer les mots « artikels 106 » par les mots « artikel 99 ».

2. Il convient en outre d'aligner la version néerlandaise sur la version française de l'article 489/1, alinéa 2, en projet en remplaçant les mots « tot 15 jaar » par les mots « tot minder dan 15 jaar ».

Article 46

La phrase liminaire sera rédigée comme suit :

« À l'annexe 1, chapitre 1^{er}, niveau B, du même arrêté, il est inséré un point 9), rédigé comme suit : ».

Article 48

Selon la disposition à l'examen, l'arrêté entre en vigueur le premier jour du mois qui suit sa publication au *Moniteur belge*.

Pareille règle d'entrée en vigueur déroge à l'article 39, alinéa 3, de la loi spéciale du 12 janvier 1989 'relative aux institutions bruxelloises', qui énonce que

« [L]es arrêtés sont obligatoires à partir du dixième jour après celui de leur publication au *Moniteur belge*, à moins qu'ils ne fixent un autre délai. Les arrêtés notifiés aux intéressés sont obligatoires à partir de la notification ou de leur publication si elle lui est antérieure ».

Cette disposition a pour objectif d'accorder à chacun un délai raisonnable pour prendre connaissance des règles nouvelles.

La règle d'entrée en vigueur à l'examen présente l'inconvénient que, si l'arrêté en projet est publié à la fin du mois, ses destinataires ne disposeront pas de ce délai normal de dix jours.

Il y a lieu d'omettre la disposition à l'examen, ce qui aurait pour effet de renvoyer au droit commun de l'entrée en vigueur, à moins qu'il existe une raison particulière d'y déroger. Si la formule figurant au projet est adoptée, il y aura lieu de s'assurer que chacun disposera d'un délai suffisant pour prendre connaissance du texte publié ⁶.

⁶ *Principes de technique législative - Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, www.raadvst-consetat.be, onglet « Technique législative », recommandation n° 156.

Article 49

En ce qui concerne le caractère rétroactif donné par l'article 49 à l'article 45 du projet, il peut être renvoyé à la réponse suivante donnée par le délégué du Ministre à propos d'une disposition similaire figurant dans le projet d'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale 'portant modification de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 21 mars 2018 portant le statut administratif et pécuniaire des agents des services publics régionaux de Bruxelles', sur lequel la section de législation a donné ce jour l'avis n° 67.797/2/V :

« L'accord sectoriel 2015-2016 prévoyait que les agents qui ont au moins 15 années d'ancienneté dans le même grade bénéficient de la 3^{ème} échelle de traitement et que ceux qui n'ont pas encore 15 ans d'ancienneté mais au moins 6 ans d'ancienneté bénéficient de la 3^{ème} échelle dès la 15^{ème} année. Il a été tenu compte de cet accord, à l'article 106 de l'arrêté statut du 21 mars 2018 ⁷, cependant cet article peut être soumis à interprétation quant à sa date d'application par rapport à certains agents. La volonté est bien que cet article s'applique à tous les agents ayant les 15 années d'ancienneté requises dès l'entrée en vigueur de l'arrêté statut du 21 mars 2018 ».

Cette justification, transposable au projet à l'examen, paraît admissible et figurera dans le rapport au Gouvernement.

*

⁷ S'agissant du projet à l'examen, cette référence doit être comprise comme étant l'article 99 du statut OIP.

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten ‘op de Raad van State’, gecoördineerd op 12 januari 1973, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat die drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

VOORAFGAANDE OPMERKING

Volgens de nota aan de Regering bevat het ontwerp in essentie vormelijke wijzigingen van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 21 maart 2018 ‘houdende het administratief statuut en de bezoldigingsregeling van de ambtenaren van de instellingen van openbaar nut van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest’ (hierna: het ION-statuu^t).

Het ontwerp blijkt echter ook wijzigingen te impliceren die niet louter vormelijk zijn.¹

Het zou nuttig zijn dat bij het ontwerp een verslag aan de Regering wordt gevoegd waarin de voorgenomen wijzigingen nauwkeurig worden beschreven, alsook een artikelsgewijze bespreking, op zijn minst van de artikelen die niet alleen louter vormelijke wijzigingen aanbrengen in het ION-statuu^t.

ONDERZOEK VAN HET ONTWERP

AANHEF

1. In de Franse tekst van het eerste lid moeten de woorden “gewijzigd door de wet van 24 december 2002” vervangen worden door de woorden “modifiée par la loi du 24 décembre 2002”.

2. In het vijfde lid moet het huidige opschrift van de ordonnantie van 26 juni 2003 vermeld worden, namelijk “houdende oprichting van het Innoviris”.

3. In het zevende lid moet het huidige opschrift van de ordonnantie van 28 mei 2015 vermeld worden, namelijk “tot oprichting van een instelling van openbaar nut waarin het beheer van het preventie- en veiligheidsbeleid in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest is samengebracht en tot oprichting van de Gewestelijke School voor de Veiligheids-, Preventie- en Hulpdienstberoepen – Brusafe”.

¹ Zie bijvoorbeeld artikel 2 dat betrekking heeft op de berekening van de termijnen.

4. In het elfde lid moet vermeld worden op welke datum de gelijkekansentest uitgevoerd is.

5. De aanhef moet aangevuld worden met leden waarin verwezen wordt naar de adviezen van de instellingen van openbaar nut van categorie B in de zin van artikel 1 van de wet van 16 maart 1954 ‘betreffende de controle op sommige instellingen van openbaar nut’, namelijk het advies van het beheerscomité van Actiris, het advies van de raad van bestuur van de Brusselse Gewestelijke Huisvestingsmaatschappij en het advies van het beheerscomité van de Gewestelijke Vennootschap van de Haven van Brussel.

6. Het veertiende lid, betreffende het advies van de Raad van State, moet als volgt gesteld worden:

“Gelet op advies 67.799/2/V van de Raad van State, gegeven op 28 augustus 2020, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973”.²

DISPOSITIEF

Artikel 1

In de Franse tekst schrijve men “paragraphes”.

Artikel 2

1. Het ontworpen artikel 2/1, § 1, bevat de bepalingen op grond waarvan “de kennisgeving van een stuk” kan geschieden.

In verschillende bepalingen van het ION-statuut worden evenwel de woorden “betekening” of “betekend” gebruikt.

Op de vraag of die twee begrippen dezelfde strekking hebben of, met andere woorden, welke betekenis aan het woord “betekenen” moet worden gegeven in het licht van de definitie die van het begrip “kennisgeving” wordt gegeven, heeft de gemachtigde van de minister het volgende geantwoord:

“La ‘notification’ (ou l’utilisation du verbe ‘notifier’) est équivalente à la prise de connaissance d’une pièce. Nous allons alors préciser dans ce nouvel article 2/1, § 1^{er} qu’il s’agit de la prise de connaissance ou de la notification. Nous supprimerons par ailleurs la possibilité de ‘l’envoi par lettre normale’”.

Het ontwerp moet in die zin worden aangepast.

² *Beginnelsen van de wetgevingstechniek - Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten*, www.raadvst-consetat.be, tab “Wetgevingstechniek”, aanbeveling 36.1 en formule F 3-5-2.

2. In de Franse tekst van het ontworpen artikel 2/1, § 1, moeten de woorden “par l’envoi” telkens worden vervangen door de woorden “en un envoi”.

3. Het ontworpen artikel 2/1, § 2, eerste lid, derde streepje, bepaalt dat, wanneer de kennisgeving is gebeurd bij een ter post aangetekende brief met ontvangstbewijs, de termijn wordt berekend “vanaf de eerste dag die volgt op deze waarop de brief aangeboden werd, en dat deze dag is inbegrepen in de termijn”.

Op een vraag over die formulering, die aldus kan worden begrepen dat de dag van de ontvangst van de brief in de termijn is begrepen, heeft de gemachtigde van de minister geantwoord dat het in de bedoeling van de steller van het ontwerp ligt dat “le délai débute le 1^{er} jour qui suit le jour de la réception du pli”.

Teneinde die bedoeling duidelijker weer te geven, moet het woord “eerste” in de ontworpen bepaling worden ingevoegd vóór de woorden “dag is inbegrepen in de termijn”.

4. In het ontworpen artikel 2/1, § 2, derde lid, is er sprake van “kalenderdagen”.

Aangezien dat begrip in juridisch opzicht nergens duidelijk omschreven wordt, schrijve men “dagen”.³

5. In het ontworpen artikel 2/1, § 2, zesde lid, moet - naar analogie met wat is bepaald in artikel 2, § 2, eerste zin, van het ION-statuut, welke paragraaf wordt opgeheven bij artikel 1 van het ontwerp - het begin van de eerste zin worden verduidelijkt, indien dat de bedoeling is, door de woorden “Wanneer dit besluit voorziet in het versturen van een aangetekend schrijven met of zonder ontvangstbewijs wordt” in te voegen vóór de woorden “[h]et versturen via een elektronische procedure, [...], beschouwd als equivalent”.⁴

Artikel 3

Luidens artikel 34, tweede lid, van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 21 maart 2018 ‘houdende het administratief statuut en de bezoldigingsregeling van de ambtenaren van de gewestelijke overheidsdiensten van Brussel’, welk artikel op de ambtenaren van de Brusselse ION’s van toepassing verklaard is bij artikel 27 van het ION-statuut, geldt in geval van aanwerving het volgende:

“SELOR organiseert de selecties en speelt een beslissende rol in de uitvoering ervan.”

³ Zie in die zin advies 62.722/4, gegeven op 12 februari 2018 over een ontwerp dat heeft geleid tot het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 21 maart 2018 ‘houdende het administratief statuut en de bezoldigingsregeling van de ambtenaren van de gewestelijke overheidsdiensten van Brussel’ (<http://www.raadvst-consetat.be/dbx/adviezen/62722.pdf>).

⁴ Er is rekening gehouden met het feit dat, volgens de door de gemachtigde van de minister verstrekte uitleg die hiervoor in opmerking 1 is overgenomen, de mogelijkheid om een kennisname of kennisgeving middels gewone brief te bevestigen, moet worden geschrapt.

Daaruit volgt dat de voorzitter van de selectiecommissie voor vergelijkende selecties waarvan sprake is in het ontworpen artikel 32, derde lid, een afgevaardigde van SELOR moet zijn.

Het verdient aanbeveling die precisering op te nemen in de ontworpen tekst.

Artikel 6

Artikel 57 van het ION-statuut voorziet niet in de mogelijkheid van “een tweede verlenging van de stage”. In het derde lid van die bepaling wordt zelfs gepreciseerd dat de verlenging van de stage, die als eenmalig wordt aangemerkt, “niet hernieuwbaar is”.

Artikel 6 is bijgevolg zonder voorwerp en moet worden weggelaten.

Artikel 8

In de Franse tekst van artikel 8 dient geschreven te worden dat de woorden “Le Ministre” vervangen worden door de woorden “L’autorité investie du pouvoir de nomination”.

Artikel 9

In de Franse tekst van artikel 9 dient geschreven te worden dat de woorden “du ministre fonctionnellement compétent” vervangen worden door de woorden “de l’autorité investie du pouvoir de nomination”.

Artikel 14

De vraag rijst of de verwijzing naar artikel 34 die voorkomt achteraan in het ontworpen artikel 115, § 1, eerste lid, 3°, wel gepreciseerd wordt door de vermelding van paragraaf 2 van dat artikel 34.

Zo te zien volstaat een verwijzing naar “artikel 34”.

Artikel 16

De gemachtigde van de minister is het ermee eens dat in het ontworpen artikel 132, tweede lid, de verduidelijking die in de laatste zin vervat is niet nuttig blijkt in het licht van de bewoordingen waarin het ontworpen artikel 2/1, van het ION-statuuat gesteld is, zodat die verduidelijking weggelaten moet worden.

Artikel 25

In plaats van het volledige artikel 220, § 2, van het ION-statuuat te vervangen, zou het beter zijn het nieuw ontworpen derde lid, dat de enige wijziging in die bepaling is, erin in te voegen.

Artikel 26

Naar aanleiding van het verzoek op te geven om welke redenen twee zinnen⁵ ingevoegd worden in artikel 234, eerste lid, van het ION-statuuat, in het licht van artikel 227 van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 24 augustus 2017 ‘houdende het administratief statuut en de bezoldigingsregeling van het operationeel personeel van de Dienst voor Brandbestrijding en Dringende Medische Hulp’ (statuuat DBDMH)’, heeft de gemachtigde het volgende te kennen gegeven:

“Cela concerne le personnel administratif. Étant donné les spécificités de la fonction d’opérateur de la centrale d’urgence et la particularité des horaires et de la rémunération des membres du personnel effectuant des gardes au SIAMU (en 12 ou 24 h), un régime distinct en matière de contrôle médical que celui fixé par l’AM du 20/06/2016 est nécessaire, notamment à l’égard de la possibilité prévue à l’article 7 de cet arrêté.

Pour le personnel opérationnel du SIAMU, cela a en effet été résolu par l’insertion d’une disposition dans le statut opérationnel (AGRBC du 24 août 2017) à l’article 227 qui prévoit [...].

Il conviendrait, pour rencontrer la volonté du Gouvernement et du SIAMU de ne pas empêcher le bon fonctionnement des services dans lesquels du personnel administratif effectue des gardes (en 12 h ou 24 h), et plus particulièrement les opérateurs de la centrale d’urgence qui sont soumis à l’AGRBC ‘statut OIP’ du 21 mars 2018, en ajoutant une disposition similaire à celle prévue dans l’AGRBC ‘statut opérationnel SIAMU’ du 24 août 2017.”

⁵ In de inleidende zin van artikel 26 van het ontwerp schrijve men: “wordt aangevuld met de volgende zinnen”.

De gemachtigde heeft die bepaling voorts verantwoord in het licht van het beginsel van gelijkheid en niet-discriminatie ten aanzien van de overige statutaire personeelsleden die onder het ION-statuut vallen door het volgende feit:

“Il s’agit d’une fonction particulière qui est exercée par du personnel administratif en tant qu’opérateur de la centrale d’urgence qui peut effectuer des gardes 1 (en 12 h ou 24 h).”

Het is nuttig dat antwoord op te nemen in het verslag aan de Regering.

Artikel 27

In de Franse tekst van het ontworpen artikel 254, 1°, a), moeten de woorden “2 jour” worden vervangen door de woorden “2 jours”.

Artikel 30

In de Franse tekst van het ontworpen artikel 301, tweede lid, dient “introduisant le recours” te worden geschreven.

Artikel 36

1. De inleidende zin moet als volgt gesteld worden: “In hetzelfde besluit wordt in boek II, titel II, hoofdstuk III, een afdeling 5 ingevoegd die de artikelen 364/1 tot 364/6 bevat, luidende:”.

2. Aangezien de forfaitaire vergoeding van vijf uur geldt als de forfaitaire vergoeding ter compensatie van nacht-, zaterdag- en zondagswerk, moet het ontworpen artikel 364/2, eerste zin, als volgt gesteld worden: “Elke wacht van 12 uur die daadwerkelijk gepresteerd is tijdens de nacht of op zaterdag of zondag, geeft recht op een forfaitaire vergoeding van vijf uur.”

Artikel 37

Aangezien de artikelen 365 en 366 van het ION-statuut respectievelijk deel uitmaken van afdeling 1 en afdeling 2 van boek II, titel II, hoofdstuk IV, van deze tekst dient het ontworpen artikel 366/1 ondergebracht te worden in een afdeling 3 van dat hoofdstuk.

Artikel 41

De vraag rijst waarom artikel 443 van het ION-statuuat wordt opgeheven bij artikel 41, terwijl het ontwerp geen wijzigingen aanbrengt in artikel 446, eerste lid, van dezelfde tekst, waarnaar dat artikel 443 verwijst.

Het verslag aan de Regering moet dienaangaande de dienstige toelichtingen verstrekken.

Artikel 45

In het ontworpen artikel 489/1:

- moet de vermelding “§ 2.” worden weggelaten;
- moet in het eerste en het tweede lid telkens het woord “anciënniteit” worden vervangen door het woord “schaalanciënniteit”;
- moeten achteraan in de Nederlandse tekst van het eerste en het tweede lid de woorden “artikels 106” vervangen te worden door de woorden “artikel 99”.

2. Bovendien moet de Nederlandse tekst in overeenstemming worden gebracht met de Franse tekst van het ontworpen artikel 489/1, tweede lid, door de woorden “tot 15 jaar” te vervangen door de woorden “tot minder dan 15 jaar”.

Artikel 46

De inleidende zin moet als volgt worden gesteld:

“In bijlage I, hoofdstuk I, niveau B, bij hetzelfde besluit, wordt een punt 9) ingevoegd, dat als volgt luidt:”.

Artikel 48

Volgens de voorliggende bepaling treedt het besluit in werking op de eerste dag van de maand volgend op de maand van de bekendmaking ervan in het *Belgisch Staatsblad*.

Een dergelijke regel van inwerkingtreding wijkt af van artikel 39, derde lid, van de bijzondere wet van 12 januari 1989 ‘met betrekking tot de Brusselse instellingen’, dat als volgt luidt:

“De besluiten zijn verbindend de tiende dag na die waarop zij in het Belgisch Staatsblad zijn bekendgemaakt, tenzij zij een andere termijn bepalen. De besluiten waarvan kennis is gegeven aan de belanghebbenden, zijn verbindend vanaf de kennisgeving of vanaf de bekendmaking als deze voorafgaat”.

De bedoeling van die bepaling is dat iedereen over een redelijke termijn beschikt om van de nieuwe regels kennis te nemen.

Het nadeel van de voorliggende regel van inwerkingtreding is dat, indien het ontworpen besluit op het eind van de maand wordt bekendgemaakt, de adressaten ervan niet over die normale termijn van tien dagen zullen beschikken.

De voorliggende bepaling hoort te worden weggelaten zodat wordt verwezen naar het gemene recht inzake de inwerkingtreding, tenzij er een bijzondere reden zou bestaan om daarvan af te wijken. Indien de formulering in het ontwerp wordt behouden, moet ervoor worden gezorgd dat iedereen voldoende tijd heeft om kennis te nemen van de bekendgemaakte tekst.⁶

Artikel 49

In verband met de terugwerkende kracht die bij artikel 49 aan artikel 45 van het ontwerp verleend wordt, kan verwezen worden naar het volgende antwoord dat de gemachtigde van de minister gegeven heeft aangaande een soortgelijke bepaling in het ontwerp van besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering ‘houdende wijziging van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 21 maart 2018 houdende het administratief statuut en de bezoldigingsregeling van de ambtenaren van de gewestelijke overheidsdiensten van Brussel’, waarover de afdeling Wetgeving vandaag advies 67.797/2/V uitgebracht heeft:

“L’accord sectoriel 2015-2016 prévoyait que les agents qui ont au moins 15 années d’ancienneté dans le même grade bénéficient de la 3^{ème} échelle de traitement et que ceux qui n’ont pas encore 15 ans d’ancienneté mais au moins 6 ans d’ancienneté bénéficient de la 3^{ème} échelle dès la 15^{ème} année. Il a été tenu compte de cet accord, à l’article 106 de l’arrêté statut du 21 mars 2018⁷, cependant cet article peut être soumis à interprétation quant à sa date d’application par rapport à certains agents. La volonté est bien que cet article s’applique à tous les agents ayant les 15 années d’ancienneté requises dès l’entrée en vigueur de l’arrêté statut du 21 mars 2018”.

Die verantwoording, die ook voor voorliggend ontwerp kan gelden, lijkt aanvaardbaar en moet worden opgenomen in het verslag aan de Regering.

LE GREFFIER – DE GRIFFIER

LE PRÉSIDENT – DE VOORZITTER

Charles-Henri VAN HOVE

Pierre VANDERNOOT

⁶ *Beginnelen van de wetgevingstechniek - Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten*, www.raadvst-consetat.be, tab “Wetgevingstechniek”, aanbeveling 156.

⁷ Wat het voorliggend ontwerp betreft, dient de verwijzing naar dat artikel geacht te worden betrekking te hebben op artikel 99 van het ION-statuut.